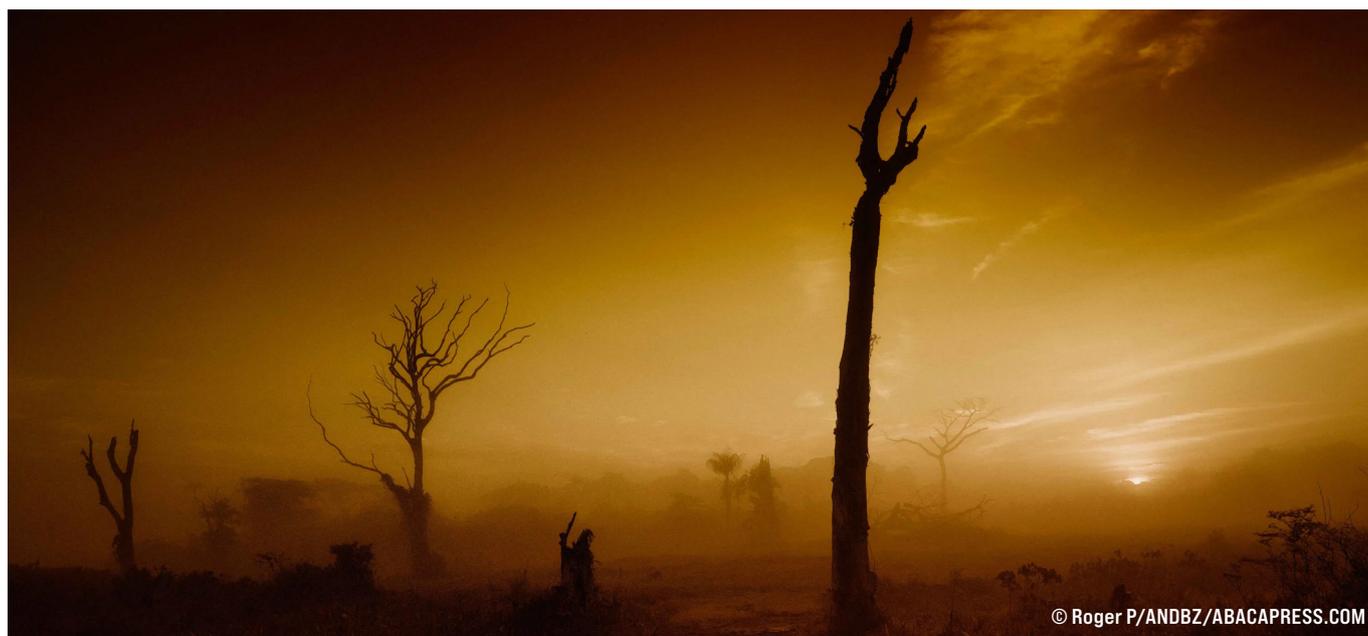


UNE SUPERFICIE SUPÉRIEURE À CELLE DE L'ITALIE PARTIE EN FUMÉE : 30,8 MILLIONS D'HECTARES ONT ÉTÉ RAVAGÉS PAR LES INCENDIES AU BRÉSIL EN 2024



© Roger P/ANDBZ/ABACAPRESS.COM

La superficie végétale du Brésil détruite par des incendies a augmenté de 79% en 2024, selon une étude de l'Observatoire du climat brésilien. L'Amazonie, avec 17,9 millions d'hectares touchés, représente plus que l'ensemble des surfaces brûlées dans tout le pays en 2023.

Le Brésil continue de brûler dans des proportions considérables. L'Amazonie, gigantesque région naturelle à **l'écosystème crucial pour la régulation du climat**, reste quant à elle la zone la plus touchée par les conséquences du dérèglement climatique. Dans son dernier rapport, publié mercredi 22 janvier, la plateforme de surveillance de

l'Observatoire du climat brésilien, MapBiomass Fire Monitor, annonce que la superficie végétale locale détruite par des incendies a augmenté de 79% en 2024.

Soit 30,8 millions d'hectares – une superficie supérieure à celle de l'Italie – qui sont partis en cendre. Il s'agit de la plus grande surface ravagée par les flammes dans le pays d'Amérique latine sur un an depuis 2019. L'Amazonie, avec quelque 17,9 millions d'hectares touchés – soit 58% du total -, représente plus que l'ensemble des surfaces brûlées dans tout le pays en 2023, précise l'étude.

l'Humanité



Du jamais vu en dix-sept ans

L'année 2024 a été « **atypique et alarmante** », regrette Ane Alencar, coordinatrice de MapBiomias Fire Monitor. Selon les données officielles, plus de 140 000 départs de feux ont été enregistrés sur l'année. Du jamais vu en dix-sept ans, une augmentation de 42% comparé à 2023... Les scientifiques affiliés à MapBiomias Fire Monitor rappellent dans l'étude – même si peu de doutes étaient permis – que l'ampleur de ces incendies est liée au dérèglement climatique. **En cause : une végétation plus sèche, facilitant la propagation des flammes.**

“

En 2024, un changement inquiétant a été observé dans la répartition des zones touchées par les incendies, alors qu'au cours des six dernières années les incendies ont principalement touché les zones de pâturage, cette année, les forêts sont devenues les plus touchées.

“

Cette croissance des superficies brûlées en Amazonie reflète non seulement l'intensification des activités humaines, mais aussi la continuité de conditions climatiques défavorables, avec la sécheresse qui a déjà marqué 2023 et qui s'étend jusqu'en 2024.

– Felipe Martenexen, chercheur à l'IPAM et l'équipe MapBiomias Fire Monitor

ACCORD UE-MERCOSUR : « CE N'EST PAS LA FIN DE L'HISTOIRE », RÉAGIT L'ÉLYSÉE, POUR QUI LE TEXTE « RESTE INACCEPTABLE EN L'ÉTAT »



© MARIANA GREIF / REUTERS

Le président argentin, Javier Milei, le président uruguayen, Luis Lacalle Pou, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et le président paraguayen, Santiago Peña (de gauche à droite), au sommet du Mercosur à Montevideo, en Uruguay, le 6 décembre 2024.

Le Mercosur (Mercado Comun del Cono Sur, Marché commun du Sud) et l'Union européenne (UE) ont conclu « **les négociations en vue d'un accord** » de libre-échange, a annoncé vendredi 6 décembre à Montevideo la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

« **Nous avons conclu les négociations pour l'accord UE-Mercosur. C'est le début d'une nouvelle histoire. Je me réjouis maintenant d'en discuter avec les pays européens** », a déclaré Mme von der Leyen sur X, lors d'une conférence de

presse conjointe avec les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour annoncer cet accord conclu après vingt-cinq ans de discussions. « **C'est un accord qui bénéficiera aux deux** » parties et « **apportera des bénéfices significatifs aux consommateurs et aux entreprises** », a-t-elle dit. « **Nous écoutons les préoccupations de nos agriculteurs et nous agissons en conséquence. Cet accord inclut des garanties solides pour protéger nos moyens de subsistance** », a-t-elle ajouté.

« Cela n'engage [que la Commission] »

« La Commission a achevé son travail de négociation avec le Mercosur, c'est sa responsabilité, mais l'accord n'est ni signé ni ratifié. Ce n'est donc pas la fin de l'histoire. Il n'y a aucune entrée en vigueur de l'accord avec le Mercosur », a réagi l'Élysée lors d'un échange avec des journalistes, soulignant que le traité « **reste inacceptable en l'état** ».

L'alliance syndicale agricole majoritaire française FNSEA-Jeunes Agriculteurs (JA) a estimé dans un communiqué que la présidente de la Commission européenne avait « **trahi les agriculteurs européens** ». « Cette validation est non seulement une provocation pour les agriculteurs européens qui appliquent les standards de production les plus élevés au monde, mais aussi un déni de démocratie alors que la quasi-unanimité de nos parlementaires français [s'est exprimée] **contre cet accord** », selon les organisations.

L'accord envoie un « **message catastrophique aux millions d'agriculteurs européens** », a pour sa part réagi l'organisation européenne des syndicats agricoles majoritaires, le COPA-Cogeca, qui dénonce un traité de libre-échange qui « **exacerbera les pressions économiques auxquelles sont soumises de nombreuses exploitations** ».

Des négociations tendues

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a quant à lui salué cet accord, qui apportera « **plus de croissance et de compétitivité** ». « **Plus de 700 millions de personnes pourront bénéficier d'un marché libre, de plus de croissance et de compétitivité** », a-t-il écrit sur X.

Depuis l'été, les discussions entre la Commission, qui négocie au nom des Vingt-Sept, et le Mercosur se sont accélérées. En décembre 2023, Ursula von der Leyen pensait qu'un accord était à portée de main, mais elle avait dû renoncer in extremis. Emmanuel Macron – dont elle avait encore besoin pour être reconduite à la tête de la Commission, après les élections européennes du 9 juin – lui avait une nouvelle fois dit son opposition catégorique, tandis que, à Buenos Aires, le président argentin sortant avait préféré laisser la main à son successeur, Javier Milei, tout juste élu mais pas encore en poste.



Le président Lula et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen lors du sommet du Mercosur à Montevideo.

“
La Commission a achevé son travail de négociation avec le Mercosur, c'est sa responsabilité, mais l'accord n'est ni signé ni ratifié. Ce n'est donc pas la fin de l'histoire. Il n'y a aucune entrée en vigueur de l'accord avec le Mercosur

Cela fait vingt-cinq ans que la Commission et le Mercosur négocient. En 2019, un accord avait certes été trouvé entre les deux parties, mais la France, déjà, avait pris la tête de la rébellion et convaincu plusieurs Etats membres, dont l'Allemagne. L'exécutif communautaire, en effet, n'a pas le pouvoir de ratification. Celui-ci est aux mains des Etats membres et du Parlement européen qui, seuls, peuvent graver un traité commercial dans le marbre.

Le Monde avec AFP